



## Amendements au Statut du Personnel et au Règlement du Personnel<sup>1</sup>

### Rapport du Secrétariat

1. Les amendements au Règlement du Personnel qui ont été apportés par le Directeur général sont soumis au Conseil exécutif pour confirmation conformément à l'article 12.2 du Statut du Personnel.<sup>2</sup>
2. Les amendements exposés ci-après découlent des décisions devant être prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-huitième session, sur la base des recommandations faites par la Commission de la Fonction publique internationale dans son rapport annuel pour 2013.<sup>3</sup> Si l'Assemblée générale n'approuve pas les recommandations de la Commission, il sera publié un additif au présent document.
3. Les amendements ont comme incidences financières pour l'exercice 2013-2014 des dépenses supplémentaires négligeables au titre du budget ordinaire, qui seront couvertes par les allocations appropriées fixées pour chaque Région et pour les activités mondiales et interrégionales, et par des sources de fonds extrabudgétaires.<sup>4</sup>

### AMENDEMENTS CONSIDÉRÉS COMME NÉCESSAIRES COMPTE TENU DES DÉCISIONS DEVANT ÊTRE PRISES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES À SA SOIXANTE-HUITIÈME SESSION SUR LA BASE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

#### Rémunération du personnel des catégories professionnelle et de rang supérieur

4. La Commission a recommandé à l'Assemblée générale des Nations Unies d'augmenter de 0,19 % le barème des traitements de base minima pour les catégories professionnelle et de rang supérieur en appliquant la méthode habituelle d'incorporation des points d'ajustement, laquelle consiste à accroître le traitement de

---

<sup>1</sup> Des exemplaires du Statut du Personnel et du Règlement du Personnel sont mis à disposition dans la salle du Conseil exécutif.

<sup>2</sup> *Documents fondamentaux*, 47<sup>e</sup> éd., Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009.

<sup>3</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, supplément N° 30* (document A/68/30) ; des exemplaires sont mis à disposition dans la salle du Conseil exécutif.

<sup>4</sup> Voir le document EB134/51 Add.1.

base tout en réduisant proportionnellement les points d'ajustement (selon le principe « ni perte, ni gain »), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

5. Des amendements ont été apportés en conséquence à l'appendice 1 du Règlement du Personnel ; ils figurent à l'annexe 1.

### **Traitements du personnel hors classes et du Directeur général**

6. Sous réserve de la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la recommandation indiquée au paragraphe 4 ci-dessus, le Directeur général propose, conformément à l'article 3.1 du Statut du Personnel, que le Conseil exécutif recommande à la Soixante-Septième Assemblée mondiale de la Santé une modification du traitement des Sous-Directeurs généraux et des Directeurs régionaux. Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le traitement brut des Sous-Directeurs généraux et des Directeurs régionaux sera de US \$172 436 par an et le traitement net de US \$134 205 (avec personnes à charge) ou de US \$121 527 (sans personnes à charge).

7. Sur la base des ajustements de traitement susmentionnés, la modification du traitement à autoriser par l'Assemblée mondiale de la Santé concernant le Directeur général adjoint porterait, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le traitement brut à US \$189 744 par an, avec un traitement net correspondant de US \$146 321 (avec personnes à charge) ou de US \$131 682 (sans personnes à charge).

8. Les modifications de traitement susmentionnées entraîneront une semblable modification du traitement du Directeur général. Le traitement devant être autorisé par l'Assemblée de la Santé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sera par conséquent un traitement brut de US \$252 055 par an, soit un traitement net de US \$176 836 (avec personnes à charge) ou de US \$157 262 (sans personnes à charge).

### **Examen du montant de l'allocation pour frais d'études**

9. Sur ce point, la Commission de la Fonction publique internationale était saisie de propositions établies par le Réseau Ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat des organisations des Nations Unies pour la coordination. Il était proposé d'envisager la mise en place de mesures d'exception pour la Belgique concernant le montant de l'indemnité pour frais d'études.

10. La Commission a recommandé à l'Assemblée générale des Nations Unies la mise en place d'une mesure d'exception permettant le remboursement des dépenses liées à l'éducation à hauteur du plafond fixé pour la zone dollar des États-Unis, pour trois écoles anglaises à Bruxelles, à savoir l'International School of Brussels, la British School of Brussels et St. John's International School, à compter de l'année scolaire en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

11. Des amendements ont été apportés en conséquence à l'appendice 2 du Règlement du Personnel ; ils figurent à l'annexe 2.

---

## MESURES À PRENDRE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF

12. Compte tenu de ces révisions, le Conseil exécutif souhaitera peut-être examiner les projets de résolutions suivants :<sup>1</sup>

### Résolution 1

Le Conseil exécutif,

Ayant examiné le rapport sur les amendements au Statut du Personnel et au Règlement du Personnel,<sup>2</sup>

CONFIRME, conformément à l'article 12.2 du Statut du Personnel, les amendements apportés par le Directeur général au Règlement du Personnel avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 en ce qui concerne la rémunération du personnel des catégories professionnelle et de rang supérieur, et avec effet à compter de l'année scolaire en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2013 en ce qui concerne le montant de l'allocation pour frais d'études.

### Résolution 2

Le Conseil exécutif,

Ayant examiné le rapport sur les amendements au Statut du Personnel et au Règlement du Personnel,<sup>2</sup>

RECOMMANDE à la Soixante-Septième Assemblée mondiale de la Santé d'adopter la résolution suivante :

La Soixante-Septième Assemblée mondiale de la Santé,

Prenant acte des recommandations du Conseil exécutif concernant la rémunération du personnel hors classes et du Directeur général,

1. FIXE le traitement brut afférent aux postes de Sous-Directeur général et de Directeur régional à US \$172 436 par an, avec un traitement net correspondant de US \$134 205 (avec personnes à charge) ou de US \$121 527 (sans personnes à charge) ;
2. FIXE le traitement brut afférent au poste de Directeur général adjoint à US \$189 744 par an, avec un traitement net correspondant de US \$146 321 (avec personnes à charge) ou de US \$131 682 (sans personnes à charge) ;
3. FIXE le traitement brut afférent au poste de Directeur général à US \$252 055 par an, avec un traitement net correspondant de US \$176 836 (avec personnes à charge) ou de US \$157 262 (sans personnes à charge) ;
4. DÉCIDE que ces ajustements de rémunération prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

---

<sup>1</sup> Voir dans le document EB134/51 Add.1 les incidences financières et administratives qu'auront ces résolutions pour le Secrétariat.

<sup>2</sup> Document EB134/51.

ANNEXE 1

(Appendice 1 du Règlement du Personnel)

**Barème des traitements du personnel des catégories professionnelle et de rang supérieur : traitements bruts annuels et équivalents nets après déduction des contributions du personnel (en dollars des États-Unis d'Amérique)**  
(avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014)

**Échelons**

<i>Classe</i>	<i>I</i>	<i>II</i>	<i>III</i>	<i>IV</i>	<i>V</i>	<i>VI</i>	<i>VII</i>	<i>VIII</i>	<i>IX</i>	<i>X</i>	<i>XI</i>	<i>XII</i>	<i>XIII</i>	<i>XIV</i>	<i>XV</i>
		*	*	*	*	*									
D-2 Brut	<b>141 519</b>	<b>144 521</b>	<b>147 523</b>	<b>150 549</b>	<b>153 680</b>	<b>156 810</b>									
Net F	112 309	114 500	116 692	118 884	121 076	123 267									
Net C	103 177	105 026	106 869	108 706	110 539	112 360									
					*	*	*	*	*						
D-1 Brut	<b>129 315</b>	<b>131 952</b>	<b>134 582</b>	<b>137 219</b>	<b>139 858</b>	<b>142 490</b>	<b>145 129</b>	<b>147 763</b>	<b>150 414</b>						
Net F	103 400	105 325	107 245	109 170	111 096	113 018	114 944	116 867	118 790						
Net C	95 575	97 246	98 916	100 579	102 241	103 899	105 549	107 199	108 844		*	*	*		
P-5 Brut	<b>106 944</b>	<b>109 185</b>	<b>111 429</b>	<b>113 668</b>	<b>115 914</b>	<b>118 153</b>	<b>120 399</b>	<b>122 640</b>	<b>124 882</b>	<b>127 125</b>	<b>129 367</b>	<b>131 608</b>	<b>133 852</b>		
Net F	87 069	88 705	90 343	91 978	93 617	95 252	96 891	98 527	100 164	101 801	103 438	105 074	106 712		
Net C	80 887	82 342	83 792	85 241	86 688	88 130	89 572	91 011	92 447	93 881	95 313	96 739	98 167		
													*	*	*
P-4 Brut	<b>88 108</b>	<b>90 108</b>	<b>92 106</b>	<b>94 105</b>	<b>96 106</b>	<b>98 104</b>	<b>100 114</b>	<b>102 277</b>	<b>104 441</b>	<b>106 603</b>	<b>108 770</b>	<b>110 930</b>	<b>113 095</b>	<b>115 260</b>	<b>117 425</b>
Net F	72 605	74 185	75 764	77 343	78 924	80 502	82 083	83 662	85 242	86 820	88 402	89 979	91 559	93 140	94 720
Net C	67 611	69 049	70 488	71 920	73 354	74 787	76 219	77 647	79 074	80 502	81 925	83 349	84 773	86 193	87 613
													*	*	*
P-3 Brut	<b>72 411</b>	<b>74 262</b>	<b>76 114</b>	<b>77 962</b>	<b>79 815</b>	<b>81 665</b>	<b>83 514</b>	<b>85 368</b>	<b>87 218</b>	<b>89 068</b>	<b>90 922</b>	<b>92 770</b>	<b>94 623</b>	<b>96 472</b>	<b>98 322</b>
Net F	60 205	61 667	63 130	64 590	66 054	67 515	68 976	70 441	71 902	73 364	74 828	76 288	77 752	79 213	80 674
Net C	56 198	57 542	58 889	60 232	61 579	62 922	64 265	65 612	66 955	68 300	69 640	70 982	72 319	73 661	75 001
												*			
P-2 Brut	<b>59 387</b>	<b>61 043</b>	<b>62 697</b>	<b>64 354</b>	<b>66 010</b>	<b>67 663</b>	<b>69 322</b>	<b>70 973</b>	<b>72 629</b>	<b>74 287</b>	<b>75 941</b>	<b>77 597</b>			
Net F	49 916	51 224	52 531	53 840	55 148	56 454	57 764	59 069	60 377	61 687	62 993	64 302			
Net C	46 819	48 006	49 189	50 375	51 559	52 745	53 949	55 151	56 358	57 561	58 761	59 968			
P-1 Brut	<b>46 487</b>	<b>47 968</b>	<b>49 442</b>	<b>50 995</b>	<b>52 582</b>	<b>54 173</b>	<b>55 766</b>	<b>57 359</b>	<b>58 946</b>	<b>60 537</b>					
Net F	39 514	40 773	42 026	43 286	44 540	45 797	47 055	48 314	49 567	50 824					
Net C	37 273	38 432	39 591	40 748	41 906	43 064	44 222	45 366	46 504	47 643					

F (famille) = taux applicable au fonctionnaire ayant un conjoint ou un enfant à charge ; C (célibataire) = taux applicable au fonctionnaire sans conjoint ni enfant à charge.

\* La période normale donnant droit à une augmentation d'un échelon à l'intérieur de la classe est de un an, sauf pour les échelons marqués d'un astérisque, pour lesquels il faut avoir exercé deux ans à l'échelon précédent (article 550.2 du Règlement du Personnel).

## ANNEXE 2

## (Appendice 2 du Règlement du Personnel)

**ALLOCATIONS POUR FRAIS D'ÉTUDES APPLICABLES DANS LES CAS OÙ CES FRAIS SONT ENGAGÉS DANS CERTAINES MONNAIES ET CERTAINS PAYS**(année scolaire en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2013)

<i>Pays (monnaie)</i>	(1) Maximum des frais d'études autorisés et allocation maximale pour enfants handicapés	(2) Allocation maximale pour frais d'études	(3) Indemnité forfaitaire versée si l'enfant n'est pas pensionnaire	(4) Indemnité forfaitaire supplémentaire pour frais de pension (fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation)	(5) Allocation maximale pour les fonctionnaires en poste dans certains lieux d'affectation	(6) Maximum des frais d'études autorisés (uniquement dans le cas de l'indemnité forfaitaire versée si l'enfant n'est pas pensionnaire (colonne 3))
<b>Partie A</b>						
Allemagne (euro)	20 130	15 098	4 322	6 484	21 582	14 367
Autriche (euro)	18 240	13 680	3 882	5 824	19 504	13 064
Belgique* (euro)	16 014	12 011	3 647	5 470	17 481	11 151
Danemark (couronne danoise)	122 525	91 894	28 089	42 134	134 028	85 073
Espagne (euro)	17 153	12 864	3 198	4 797	17 661	12 889
France* (euro)	11 497	8 623	3 127	4 691	13 314	7 328
Irlande (euro)	17 045	12 784	3 147	4 721	17 505	12 849
Italie (euro)	21 601	16 201	3 223	4 836	21 037	17 304
Japon (yen)	2 324 131	1 743 098	609 526	914 290	2 657 388	1 511 430
Pays-Bas (euro)	18 037	13 528	3 993	5 990	19 518	12 713
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (livre sterling)	25 864	19 398	3 821	5 731	25 129	20 769
Suède (couronne suédoise)	157 950	118 462	26 219	39 328	157 790	122 991
Suisse (franc suisse)	32 932	24 699	5 540	8 310	33 009	25 545
<b>Partie B</b>						
Dollar des États-Unis (hors États-Unis d'Amérique)	21 428	16 071	3 823	5 735	21 806	16 331
<b>Partie C</b>						
Dollar des États-Unis (aux États-Unis d'Amérique) <sup>1</sup>	45 586	34 190	6 265	9 399	43 589	37 233

\* À l'exception des établissements scolaires suivants où s'applique un barème établi en dollars des États-Unis et égal à celui en vigueur aux États-Unis d'Amérique :

- |   |  |
|---|--|
| 1. École américaine de Paris              | 7. Marymount International School of Paris     |
| 2. Université américaine de Paris         | 8. École active bilingue Jeanine Manuel        |
| 3. École britannique de Paris             | 9. International School of Brussels            |
| 4. École active bilingue Victor Hugo      | 10. British School of Brussels                 |
| 5. École européenne de management de Lyon | 11. St John's International School in Brussels |
| 6. École internationale de Paris          |  |

= = =

<sup>1</sup> Le dollar des États-Unis d'Amérique aux États-Unis d'Amérique s'applique également en tant que mesure d'exception à la Chine, à la Fédération de Russie, à la Hongrie et à l'Indonésie. À compter de l'année scolaire en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les mesures d'exception s'appliquant à la Roumanie sont supprimées. Des mesures d'exception ont été mises en place pour la Thaïlande, pour l'American Cooperative School à Tunis (Tunisie) et l'American International School de Johannesburg (Afrique du Sud).